

L'autre jour, le ministre a fait une scène dramatique à la Chambre au sujet des profits des intermédiaires. C'était ridicule. Si Petro-Canada devient l'intermédiaire, elle demandera des honoraires et des commissions. Dans certains cas, ils seront plus élevés qu'ils ne le sont actuellement. Certaines compagnies canadiennes traitent directement avec les producteurs vénézuéliens. Par exemple, Shell achète le pétrole brut vénézuélien directement à la compagnie Petro-Ven, du Venezuela. Si j'ai bien compris la politique actuelle du ministre, il demande à Imperial Oil de traiter directement, mais d'un autre côté, il demande à Petro-Canada de s'assurer l'exclusivité pour les achats de pétrole brut vénézuélien et de le revendre à Imperial Oil. A mon avis, c'est une contradiction. Apparemment tout dépend du jour de la semaine, car le ministre a certainement changé d'idée en ce qui concerne cette question. Pareille intervention aurait été acceptable il y a un an, car à l'époque le marché international était encombré; mais en ce moment, Petro-Canada ne devrait pas intervenir sur la scène internationale.

Ce n'est assurément pas le moment de bouleverser des négociations compliquées. Je m'explique. Il y a trois raisons à cela. En premier lieu, le ministre, ou Petro-Canada, ne peut en aucune façon garantir qu'il pourra obtenir la qualité de pétrole brut léger nécessaire aux raffineries canadiennes. Le ministre peut bien éluder toutes ces questions à la Chambre mais il ne peut absolument pas le garantir pas plus que Petro-Canada. Quant à cela, les Vénézuéliens non plus ne peuvent le garantir, car ils ne sont pas assurés de pouvoir rompre leur entente contractuelle avec Exxon.

Nous savons que le pétrole brut léger n'existe nulle part ailleurs. En fait, on commence à en manquer au Venezuela. Ce pays manquera d'or noir d'ici 1981 ou 1982. Ni le ministre ni Petro-Canada ne peuvent garantir la qualité du pétrole que nous réussirons à obtenir.

En deuxième lieu, le ministre ne peut nous garantir la quantité. Il n'y aura peut-être pas suffisamment de pétrole vénézuélien, à moins que la société Exxon ne consente à certaines réductions dans son contrat.

Prétendre que la société Petro-Canada répond à nos vœux les plus chers pour régler ce problème c'est ridicule. Je pardonne au député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes) de ne pas en savoir plus, mais le ministre, pour sa part, devrait être prévenu mais c'est pourtant lui qui cherche à bernier les Canadiens avec de pareilles déclarations.

● (1540)

Le troisième et dernier point porte sur la question du prix. Il est impensable que Petro-Canada obtienne le pétrole à un prix inférieur, voire même égal au prix que paient Exxon et Imperial actuellement. La raison en est fort simple. C'est la raison pour laquelle les Vénézuéliens eux-mêmes ont poussé le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) à agir ainsi, et celui-ci est tombé dans leur piège. Je vous dirai pourquoi.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des Vénézuéliens dans leur pays ainsi qu'au Canada; j'ai également parlé à des Canadiens au Venezuela ainsi qu'avec des Canadiens qui ont vécu de nombreuses années dans ce pays. A une certaine

Approvisionnements d'énergie

époque, avant la nationalisation, un très grand nombre de techniciens et fonctionnaires canadiens vivaient au Venezuela et faisaient un apport précieux à son développement. Il y a donc un grand nombre de nos compatriotes bien informés dans ce pays et je puis vous dire exactement ce qu'il en est.

Les Vénézuéliens sont aussi exacerbés que bon nombre d'autres pays producteurs de pétrole par le quasi-cartel que constituent les multinationales qui régendent depuis 50 ans le marché international. Ils estiment actuellement être exploités par Exxon qui leur achète au moins 600,000 barils de pétrole par jour. Lorsqu'on se trouve face à un acheteur unique pareil, on n'a évidemment pas beaucoup de moyens de pression pour hausser le prix. Ce que les Vénézuéliens souhaiteraient—et sur ce point je dois contredire le ministre—c'est d'avoir affaire à un certain nombre de plus petits acheteurs, à des amateurs, qui viendraient acheter les 600,000 barils quotidiens de pétrole vénézuélien plutôt qu'à une seule compagnie, Exxon. Que leur importe qu'il s'agisse de sociétés pétrolières d'Etat ou de sociétés pétrolières privées. Leur seul objectif est de briser ce quasi-cartel. Pourquoi donc? Afin de pouvoir dresser ces petits acheteurs les uns contre les autres.

S'ils peuvent convaincre le Canada et son ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources d'exercer suffisamment de pressions sur Imperial et par là même sur Exxon, pour obtenir une partie de la production quotidienne du Venezuela—et il ne s'agira seulement que d'une partie—ils auront alors des raisons d'espérer pouvoir peut-être arriver à briser le quasi-monopole d'Exxon.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Lawrence: Puis-je avoir 30 secondes pour terminer, monsieur l'Orateur?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Y a-t-il consentement unanime de la Chambre?

Des voix: D'accord.

M. Lawrence: Je ne répéterai qu'une fois de plus qu'en faisant intervenir Petro-Canada dans cette affaire, le ministre ne peut garantir la qualité du pétrole dont nos raffineries ont besoin, et qui répond à un type particulier de brut léger; ensuite, il ne peut garantir la quantité du pétrole dont nous aurons besoin car il se peut qu'Exxon ne puisse se dégager de son contrat; et finalement, en faisant intervenir Petro-Canada dans les négociations avec le Venezuela, le contribuable canadien ou le consommateur devront payer beaucoup plus pour le fuel domestique qu'on lui livrera et l'essence aux postes d'essence, grâce aux décisions de ce ministre et de son gouvernement.

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, tout ce qu'a dit mon collègue et ami, le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) à propos de la situation au Venezuela, est absolument exact et s'il fallait y faire une retouche, c'est qu'il n'a pas suffisamment parlé du marché où le ministre délègue Petro-Canada.